

Province de Québec

Commission scolaire de la Côte-du-Sud

Conseil des commissaires

Procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil des commissaires de la Commission scolaire de la Côte-du-Sud du lundi 14 mai 2018, de 19 h 30 à 20 h 33, au siège social de la Commission scolaire de la Côte-du-Sud, 157, rue Saint-Louis, Montmagny.

Sont présents :

Mesdames Marie-Christine Bigot
Sylvie Blouin
Denise Caron
Nathalie Côté
Édith Dubé
Carmen Nicole
Johanne Talbot

Messieurs Yvan Gravel
Alain Grenier
Germain Pelletier
Mario Robitaille
Bernard Therrien

Sont absents :

Mesdames Martine Duquet
Lise Tremblay

Messieurs Normand Caron
Jovany Gagnon
Éric Gauthier

commissaires formant quorum

M. André Chamard, directeur général
Mme Caroline Isabelle, secrétaire générale

1.- OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le président, M. Alain Grenier, procède à l'ouverture de la séance et souhaite la bienvenue aux membres du conseil.

2.- LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

CC-18-05-14-01

IL EST PROPOSÉ par madame la commissaire Sylvie Blouin et **RÉSOLU À L'UNANIMITÉ** :

QUE l'ordre soit adopté tel que déposé.

CONSEIL DES COMMISSAIRES
DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD
Séance extraordinaire du lundi 14 mai 2018 à 19 h 30
au siège social de la commission scolaire à Montmagny

ORDRE DU JOUR

- 1.- **OUVERTURE DE LA SÉANCE**
- 2.- **LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**
- 3.- **DOSSIERS PRIORITAIRES**
 - 3.1 Action collective
- 4.- **AJOURNEMENT OU LEVÉE DE LA SÉANCE**

Adopté.-

3.- **DOSSIERS PRIORITAIRES**

3.1- **Action collective**

Le président, M. Alain Grenier, procède au huis clos.

ATTENDU l'article 167 de la *Loi sur l'instruction publique*, qui stipule : « Les séances du conseil des commissaires sont publiques; toutefois, le conseil peut décréter le huis clos pour étudier tout sujet qui peut causer un préjudice à une personne. »;

ATTENDU la nature confidentielle des délibérations à tenir dans le dossier de l'Action collective;

CC-18-05-14-02

En conséquence, **IL EST PROPOSÉ** par monsieur le commissaire Bernard Therrien et **RÉSOLU À L'UNANIMITÉ** :

QUE les délibérations des membres du conseil soient à 19 h 31 en huis clos.

Le président, M. Alain Grenier, procède au retour en séance publique.

ATTENDU que toute résolution doit être adoptée en séance publique;

CC-18-05-14-03

En conséquence, **IL EST PROPOSÉ** par monsieur le commissaire Bernard Therrien et **RÉSOLU À L'UNANIMITÉ** :

QUE les délibérations des membres du conseil soient à 20 h 31 en séance publique.

Le président, M. Alain Grenier, présente ce projet de résolution.

ATTENDU le jugement de la Cour supérieure autorisant une action collective relative aux frais chargés par 68 commissions scolaires (dossier n° 150-06-000007-138 - jugement du 6 décembre 2016 et jugement rectificatif du 24 mai 2017);

ATTENDU la demande introductive d'instance en action collective déposée le 22 juin 2017 (dossier n° 150-06-000007-138) à la suite du jugement d'autorisation;

ATTENDU l'entente intitulée « Principaux éléments d'une entente de règlement relative aux frais chargés par les commissions scolaires défenderesses » (« Entente »);

ATTENDU les discussions tenues à huis clos;

ATTENDU QUE la présente résolution est adoptée sans admission de faits, de droit ou de responsabilité dans le seul but de mettre fin au litige;

ATTENDU la protection constitutionnelle au droit au secret professionnel, la protection du privilège relatif au litige et la protection du privilège relatif aux règlements d'un litige.

CC-18-05-14-04

En conséquence, **IL EST PROPOSÉ** par madame la commissaire Marie-Christine Bigot et **RÉSOLU À L'UNANIMITÉ** :

D'APPROUVER l'Entente intitulée « Principaux éléments d'une entente de règlement relative aux frais chargés par les commissions scolaires défenderesses »;

D'AUTORISER le président et le directeur général à signer la transaction et tout document devant donner effets aux présentes;

DE VERSER l'Entente, la transaction et tout document devant donner effets aux présentes, sous pli confidentiel au répertoire des présentes, étant entendu que cette Entente, la transaction et tout document devant donner effets aux présentes sont confidentiels et ne peuvent être rendus publics tant que la transaction n'a pas été approuvée par le Tribunal.

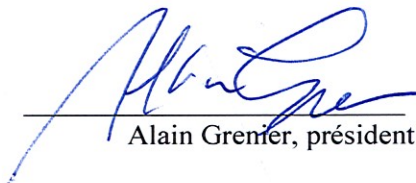
Adopté.-

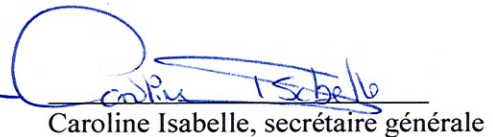
4.- **AJOURNEMENT OU LEVÉE DE LA SÉANCE**

CC-18-05-14-05

IL EST PROPOSÉ par madame la commissaire Johanne Talbot et **RÉSOLU À L'UNANIMITÉ** :

QUE la séance soit levée à 20 h 33.


Alain Grenier, président


Caroline Isabelle, secrétaire générale

